



NON, l'État ne nous protège plus !

de Simone Wapler

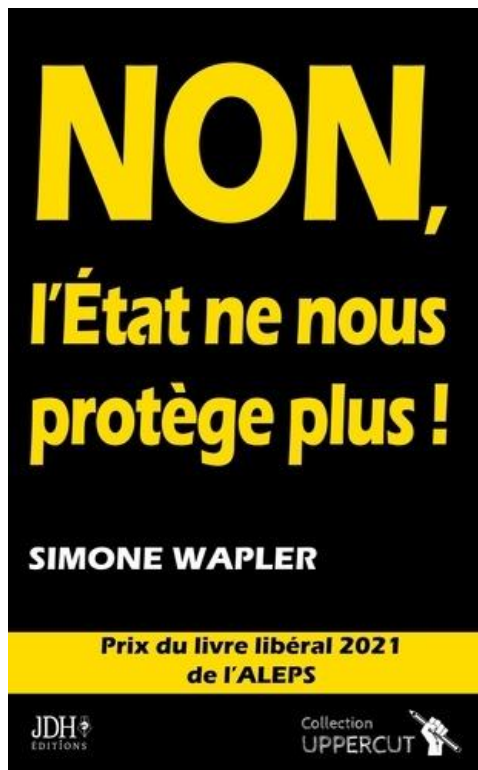
collection Uppercut - éditions JDH, 2020. (94 pages)

Depuis sa création (1965) l'ALEPS décerne annuellement un Prix du Livre Libéral. C'était d'ailleurs à l'origine l'objet de cette association, à la demande d'André Arnoux, qui avait engagé une somme importante pour récompenser le lauréat. Dans la liste des lauréats figurent de très nombreux libéraux célèbres, dont ceux qui deviendront les présidents du jury comme Pascal Salin et Jean Philippe Delsol.

Pour l'année 2021 le jury a décidé de partager l'honneur du Prix du Livre Libéral entre deux ouvrages tous deux remarquables – et on comprend ainsi le verdict : Ferghane Azihari pour *Les écologistes contre la modernité* (La Cité, éd.) et Simone Wapler pour *Non, l'État ne nous protège plus!*

Simone Wapler signe un pamphlet afin de « remplir les blancs de l'histoire », pour reprendre la formule de George Orwell. Elle s'attaque donc au monstre sacré français, l'État, et nous interroge : êtes-vous sûr que l'État vous protège réellement ? Êtes-vous sûr qu'il veuille réellement votre bien¹ ?

¹ Je remercie Jules Devie, rédacteur à l'IREF pour ses pertinentes remarques sur l'ouvrage de S. WAPLER.





La crise du Covid a rappelé que l'État se protège d'abord lui-même. Malgré la déroute de l'administration qui a pénalisé tout le pays, les responsables seront-ils un jour inquiétés ? Contrairement à la majorité de la population, les fonctionnaires ne sont « ni légalement, ni civilement, ni pénalement » responsables de leurs décisions. C'est le fruit d'une « muraille réglementaire » mise en place par l'État pour protéger ses représentants. Ses représentants étant intouchables, l'administration publique peut tout se permettre....

Le livre dénonce cette surprotection, mais il démontre aussi comment l'action de l'État, pourtant fondamentalement nécessaire au bon fonctionnement de notre société dans ses fonctions régaliennes, s'est dévoyée. Il a peu à peu élargi les prérogatives qui lui ont été conférées par les citoyens au cours de la Révolution française pour s'ingérer dans des domaines qui ne relèvent pas de sa compétence naturelle. La hausse de l'insécurité, nettement visible dans les statistiques, la remise en cause de la propriété privée, prouvent qu'il n'assure plus sa mission principale. Cet abandon est manifeste dans le budget de l'État : sur 1000 euros publics dépensés, seuls 60 sont consacrés à la défense, à la justice et à la sécurité.

À la place, l'État a décidé de nous protéger contre « nous-mêmes » au travers de la lutte contre le tabac, l'alcool ou le sucre par exemple, et au détriment du libre-arbitre de chacun.

Un phénomène peut-être encore plus pernicieux est la protection par l'État des risques qu'il a lui-même créés, note Simone Wapler. C'est notamment le cas pour l'économie. Les politiques étatiques, en bridant l'activité économique, ont aggravé la situation du pays, ce qui ne manque pas de se répercuter sur le chômage. Lorsque le chômage augmente, l'État décide d'intervenir encore plus, ce qui enfle encore le chômage dans un cercle vicieux sans fin. Selon le même mécanisme, l'encadrement des loyers a favorisé l'envolée des prix de l'immobilier dans les grandes villes. La solution évidente serait donc un retour de l'État à ses missions fondamentales. On en est très loin.

J. Garello